Suisse : poursuite pénale et lutte contre le blanchiment

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Ministère public de la Confédération (MPC ; Bundesanwaltschaft)

Le ministère public fédéral, compétent pour le blanchiment d'argent à dimension internationale, la criminalité organisée, les infractions contre l'administration fédérale et les affaires déléguées par les cantons. Le MPC a conduit les plus importantes affaires de fraude et de blanchiment liées aux crypto-actifs et traite les demandes d'entraide judiciaire entrantes dans les affaires fédérales.[1] Approche : les plaintes pénales sont déposées par écrit avec les faits et les preuves. Le conseil d'une victime peut demander pour elle la qualité de partie plaignante. Le MPC ne commente pas les enquêtes en cours.

Ministères publics cantonaux de Zoug et de Zurich

Les ministères publics ordinaires pour l'escroquerie, l'abus de confiance, les infractions informatiques et le blanchiment d'argent interne. Le ministère public de Zoug dispose d'une unité spécialisée dans la criminalité économique ayant l'expérience des crypto-actifs, et celui de Zurich possède la plus grande unité de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

criminalité économique du pays.[2] Approche : les plaintes pénales accompagnées des hashs de transaction, des adresses et d'un rapport de traçage avancent plus vite que les autres. Les deux ministères publics coopèrent avec les plateformes d'échange et les sociétés d'analyse de la blockchain, et ils ordonnent en quelques jours le séquestre d'avoirs auprès de dépositaires suisses lorsque les preuves sont claires.

Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS)

La cellule de renseignement financier rattachée à fedpol, destinataire des communications de soupçons au sens de l'art. 9 LBA et organe qui décide de transmettre ou non une communication à un ministère public. Le MROS publie des statistiques annuelles et des rapports de typologies qui incluent des cas liés aux actifs numériques.[3] Approche : les communications sont transmises par le portail goAML et uniquement par des intermédiaires financiers. Le MROS ne communique pas avec la personne visée par une communication et ne répond pas aux questions du public.

Office fédéral de la police (fedpol)

L'autorité fédérale de police, qui abrite le MROS ainsi que les unités de coordination de la lutte contre la cybercriminalité et de coopération policière internationale. Pour les praticiens, fedpol importe à travers le MROS et son rôle dans l'exécution des demandes d'entraide.

Notes

1. Code de procédure pénale du 5 octobre 2007 (CPP ; StPO, RS 312.0), art. 23 et 24 ; loi fédérale sur l'entraide internationale en matière pénale du 20 mars 1981 (EIMP ; IRSG, RS 351.1) ; voir partie H, chapitres II et VI. ↩
2. La pratique des ministères publics cantonaux en matière de crypto-actifs est décrite dans la partie H, chapitre II. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

3. Art. 23 LBA ; le rôle du MROS et la procédure de communication sont décrits dans la partie F, chapitre V. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com